



Observatoire des Enjeux Politiques et Sécuritaires dans la Corne de l'Afrique

Anna FICHTMÜLLER

Anna Fichtmüller est doctorante au laboratoire
Les Afriques dans le Monde
Sciences Po Bordeaux

Note 6

“For God and My Country” – Le religieux dans la sphère politique contemporaine en Ouganda

Octobre 2014

En collaboration avec



Et le soutien de



AVERTISSEMENT: Les propos énoncés dans les études et observatoires commandés et pilotés par la Délégation aux affaires stratégiques ne sauraient engager sa responsabilité, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère de la Défense.

Cet Observatoire produit des notes d'analyses rédigées par des chercheurs français et étrangers sur les enjeux politiques et sécuritaires dans la Corne de l'Afrique. Il est cofinancé par le laboratoire Les Afriques dans le Monde (UMR du CNRS), Sciences-Po Bordeaux, et la Délégation aux Affaires Stratégiques (ministère de la Défense), en partenariat avec le Centre Français des Etudes Ethiopiennes (Addis-Abeba) et le Centre de Stratégie du Bassin d'Arcachon.

This Observatory publishes analyses of French and Foreign academics on Political and Security Issues in the Horn of Africa. It is co-funded by the laboratory Africas in the World (Les Afriques dans le Monde) - the Institute of Political Studies of Bordeaux (Sciences Po Bordeaux, France) and the Directorate of Strategic Affairs (French Ministry of Defense), in collaboration with the French Center for Ethiopian Studies (Addis-Abeba) and the Centre de Stratégie du Bassin d'Arcachon (France).

Résumé

Les débats médiatiques autour de la loi pénalisant l'homosexualité, relayés par les médias jusqu'en Europe, ont souvent mis en avant le rôle et l'influence des mouvements pentecôtistes sur la scène politique ougandaise en les considérant comme un phénomène inédit. Cette recherche montre cependant que l'influence du religieux dans les affaires publiques n'est pas un phénomène récent. Les pentecôtistes représentent certes un lobby influent sur le politique en Ouganda, mais les sphères religieuses et politiques nourrissent des relations de longue date, très institutionnalisées et souvent consensuelles. Cette note propose de revenir sur la construction historique des relations politico-religieuses ougandaises pour mieux saisir les influences exercées par le religieux (musulmans, anglicans, catholiques et pentecôtistes) dans certains débats politiques contemporains. L'auteure relativise le poids politique de ces groupes qui ont certes la possibilité de s'exprimer sur un large panel de questions publiques, mais exercent avant tout une influence circonscrite aux questions morales (où ils disposeraient d'ailleurs d'un large soutien populaire).

**Coord. Jean-Nicolas Bach
Les Afriques dans le Monde
Institute of Political Studies
Bordeaux, France
Octobre 2014**

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|-----------|
| INTRODUCTION | 7 |
| I - RELIGION EN OUGANDA : MISE EN PERSPECTIVE HISTORIQUE | 8 |
| <i>A. L'arrivée des grandes religions monothéistes et les Buganda wars</i> | 8 |
| <i>B. La religion dans les partis politiques à partir de l'indépendance</i> | 9 |
| <i>C. Le « East African Revival » et l'émergence du Pentecôtisme</i> | 10 |
| II - L'INFLUENCE DU RELIGIEUX AUJOURD'HUI | 11 |
| <i>A. La société ougandaise profondément religieuse</i> | 11 |
| <i>B. L'institutionnalisation de l'influence religieuse</i> | 13 |
| L'Uganda Joint Christian Council (UJCC) | 13 |
| L'Inter-Religious Council of Uganda (IRCU) | 15 |
| Des acteurs émergents : les EPC et le National Fellowship of Born Again Pentecostal Churches (NFBPC) | 16 |
| <i>C. Les « poches personnelles » d'influence</i> | 18 |
| III - DES DÉBATS CONTEMPORAINS IMPLIQUANT LES ORGANISMES RELIGIEUX | 20 |
| <i>A. L'« Anti-Homosexuality Act, 2014 »</i> | 21 |
| <i>B. La « Petrol (Exploration, Development and Production) Act, 2013 »</i> | 22 |
| <i>C. Les influences religieuses sur d'autres débats contemporains</i> | 23 |
| CONCLUSION | 24 |
| IV - ANNEXE : LISTE DES ENTRETIENS | 26 |

INTRODUCTION

En 2009, David Bahati, membre du parlement et « Born Again » déclaré, introduit un projet de loi au Parlement qui condamnerait à la peine de mort tout délit « d'homosexualité aggravé ». Ce projet a suscité un grand débat public, au-delà même des frontières nationales et continentales. Les débats médiatiques autour de ce projet ont soulevé la question de l'immixtion des Églises pentecôtistes¹, particulièrement des EPC américaines, dans les affaires législatives du pays². Le film documentaire « God loves Uganda », réalisé par Roger Ross Williams, a notamment contribué à souligner l'importance de l'influence des évangéliques Américains comme Lou Engle qui suivrait un agenda religieux fondamentaliste dans le pays³. Ces interprétations portées par le film ignorent néanmoins que le projet de loi a rencontré une très large approbation dans la société, quelle que soient confessions. En outre, ce documentaire surestime largement l'influence exercée par les EPC sur la scène politique ougandaise, relativement à d'autres acteurs religieux historiquement plus ancrés, comme les catholiques ou les anglicans.

Rappelons que la présence de la religion dans les affaires politiques n'est pas un phénomène récent dans les pays africains et non africains. On peut dégager deux approches majeures parmi les études menées sur la religion en Afrique. D'un côté, les travaux se sont consacrés aux croyances religieuses sur un continent souvent qualifié de très spirituel, et à leurs effets directs sur la manière dont la politique est mise en œuvre⁴. D'autres approches ont adopté une perspective plus institutionnaliste en considérant la religion comme une véritable culture politique, soulignant les formes par lesquelles les religions influencent la sphère publique⁵. Ces deux approches ont leur logique propre et sont plus complémentaires que contradictoires. Nous adoptons néanmoins ici plutôt la seconde perspective, en suivant une démarche davantage institutionnaliste. Il s'agit en effet d'interroger l'emprise des différents courants religieux sur la scène politique ougandaise et sur les perceptions de cette influence de la part des acteurs religieux, politiques et plus largement, de la société.

Cette Note propose une vue d'ensemble du champ religieux ougandais, de ses acteurs et de leurs influences dans les affaires politiques récentes où les organisations religieuses ont joué un rôle important. Une première partie consacre un bref retour sur l'histoire des religions en Ouganda afin de saisir leur influence politique contemporaine, en prenant soin de distinguer les échelles locale et nationale. Nous montrerons notamment que la société ougandaise est profondément religieuse et que les leaders confessionnels jouissent d'un prestige indéniable. Dans une seconde partie, nous analyserons la capacité d'influence des grandes organisations religieuses sur l'agenda parlementaire et les affaires politiques du pays, ainsi que leur incorporation dans les réseaux clientélistes du gouvernement, mais aussi les limites de cette influence. Dans une troisième et dernière partie, nous reviendrons sur quelques débats d'actualité afin d'évaluer le rôle qu'ont pu y jouer ces institutions et leaders religieux.

¹ Il est généralement reconnu que dû à leur caractère dynamique et peu institutionnalisés, il demeure difficile de décrire les courants du pentecôtisme sous un seul nom (Lugo, Luis, Stencel, Sandra et Green, John, « Spirit and Power – A 10-Country Survey of Pentecostals », Washington D.C, Pew Forum on Religion & Public Life, 2006.). Or, pour des raisons de lisibilité nous reprenons ici la proposition de Birigt Meyer (Birgit Meyer, « Christianity in Africa: From African Independent to Pentecostal-Charismatic Churches », *Annual Review of Anthropology*, vol. 33, 2004, P. 447-474.) de parler des « Églises pentecôtistes et charismatiques » (EPC), ou, plus court, du pentecôtisme ou des pentecôtistes afin de décrire ces églises. Ensemble elles s'inscrivent dans le courant de l'évangélisme, terme utilisé pour distinguer entre les courants protestants (luthéranisme, calvinisme) et évangéliques (Baptisme, méthodisme, pentecôtisme etc.)

² Marcia Oliver, « Transnational Sex Politics, Conservative Christianity, and Antigay Activism in Uganda », *Studies in Social Justice*, vol. 7 / 1, novembre 2012, p. 83-105.

³ « God loves Uganda », 2013, Roger Ross Williams <http://www.godlovesuganda.com/>

⁴ Stephen Ellis et Gerrie ter Haar, « Religion and Politics in Sub-Saharan Africa », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 36 / 2, juin 1998, p. 175-201.

⁵ Ben Jones et Karen Lauterbach, « Bringing Religion Back in: Religious Institutions and Politics in Africa », *Journal of Religion in Africa*, vol. 35 / 2, mai 2005, p. 239-243.

Sauf indication contraire, cet article se réfère principalement à des observations et entretiens menés pendant une étude de terrain de trois mois en Ouganda de juillet à octobre 2014. Nous avons procédé au total à 14 entretiens, auprès de représentants des quatre confessions principales (catholiques, anglicans, musulmans et pentecôtistes), d'un leader spirituel traditionnel, de membres du Parlement appartenant à la fois au parti au pouvoir et à l'opposition, ainsi que de représentants de la société civile⁶.

L'objectif de cette note est d'améliorer notre compréhension des liens historiques très étroits et très puissants existant entre le religieux et le politique en Ouganda. Il s'agit de s'extraire de la focalisation trop courte ayant mis récemment en exergue les influences politiques des EPC afin de resituer celles-ci dans l'analyse plus large des interdépendances entre les sphères politique et religieuse.

I - RELIGION EN OUGANDA : MISE EN PERSPECTIVE HISTORIQUE

A. L'arrivée des grandes religions monothéistes et les Buganda wars

L'islam fût la première religion monothéiste à arriver en Ouganda dans les années 1840, pénétrant à la fois depuis la côte Est et le Nord. Ces initiatives n'étaient pas portées pas des missionnaires mais par des marchands engagés dans le commerce des esclaves et des biens précieux comme l'ivoire⁷. Ils réussirent à convertir le roi du Buganda, le royaume le plus important du territoire ougandais, le Mutes (1856 – 1884) et des hauts fonctionnaires de la cour. Sans être lui-même particulièrement religieux, le *kabaka* su utiliser le facteur religieux comme un outil de centralisation de son pouvoir, notamment vis-à-vis les institutions de croyances traditionnelles⁸. Paradoxalement, l'introduction du monothéisme donna lieu à une contestation du pouvoir du *kabaka*, l'existence d'un Dieu tout-puissant remettant en question le *kabaka* comme source supérieure du pouvoir. C'est dans ce contexte de remise en cause d'une légitimité politique que doit être comprise l'exécution de 70 Baganda (les habitants du Buganda) en 1875, pour avoir refusé de manger de la viande abattue par les bouchers du roi sans respecter les règles islamiques, ce qui remettait en cause de la loi du *kabaka* au nom du respect de règles religieuses⁹.

C'est durant le règne de Mutesa I que les premiers Européens arrivèrent à la cour de Buganda où ils reçurent un accueil favorable. Les premiers missionnaires chrétiens anglicans arrivèrent en 1877 avec la *Church Missionary Society* (CMS), suivis par les Pères Blancs catholiques en 1879. Selon Fredrick Welbourn, cet accueil s'inscrivait dans un calcul politique du *kabaka* qui voulait être en mesure de surveiller les activités des missionnaires en les gardant près de lui. Les hauts fonctionnaires de la cour royale furent ainsi les premiers à être influencés par les missionnaires, et propagèrent ensuite la religion chrétienne sur l'ensemble du territoire dans un mouvement de conversion du haut vers le bas. Le *kabaka* n'hésitait pas non plus à utiliser les différentes confessions pour élargir son pouvoir en suscitant la division parmi ses sujets¹⁰. Quant au point de vue des Européens, la présence des missionnaires ne reflétait pas uniquement des ambitions religieuses mais également des luttes du pouvoir dont le déroulement se faisait sur le continent africain :

« Owing to the nationalities of the first missionaries, Catholic Ganda were known popularly as Bafalansa ('French'), Protestants as Bangereza ('English'); and it is characteristic of the whole early response of Ganda to the missionaries that they should have been identified in terms of European power politics rather than of the Gospel of Peace which they themselves believed to be their *raison d'arriver* »¹¹.

La montée sur le trône de Mwanga (1884-1888 / 1889-1897), qui succédait à son père Mutesa I peu après l'arrivée des missionnaires, marqua un changement dans l'attitude générale envers les chrétiens. Comme son père, Mwanga laissa exécuter de nombreux croyants (cette fois, des chrétiens)

⁶ Voir Annexe

⁷ Frederick Burkewood Welbourn, *Religion and politics in Uganda, 1952-1962*, East African Pub. House, 1965, 96 p.

⁸ A. B. K. Kasozi, « The Impact of Islam on Ganda Culture, 1844-1894 », *Journal of Religion in Africa*, vol. 12 / 2, janvier 1981, p. 127-135, p. 130.

⁹ A. B. K. Kasozi, op. cit.

¹⁰ Frederick Burkewood Welbourn, op. cit., p. 5.

¹¹ Ibidem, p. 6.

pour démontrer la supériorité de son pouvoir temporel sur le spirituel. Parmi ces exécutions, les martyrs de Namugongo sont les plus célèbres : 36 hommes furent brûlés en 1886 parce qu'ils refusèrent d'abjurer leur foi chrétienne¹² et aujourd'hui encore, le 3 juin demeure une fête nationale durant laquelle des milliers de fidèles commémorent cette exécution. Cette hostilité marquée sous Mawanga II conduit les musulmans et les chrétiens du Buganda à se réunir pour déposer le *kabaka* en 1888, marquant le début des guerres religieuses qui durèrent quatre ans, connues sous le nom des *Buganda wars*¹³. Après avoir déposé le *kabaka*, les musulmans se retournèrent contre les chrétiens et les forcèrent à quitter le territoire du Buganda. Mais l'année suivante, les chrétiens de retour d'exil défirent les musulmans et réinstaurèrent le *kabaka* Mwanga II, dont les pouvoirs étaient néanmoins largement réduits. Ceci ne marquait pas la fin des guerres : depuis l'exil, des différences entre catholiques et anglicans s'étaient manifestées notamment sur les questions liées à la distribution des terres. Ainsi, après avoir soumis l'« ennemi » commun musulman, la lutte se déplaça vers des affrontements entre Baganda catholiques et protestants. Il fallut attendre l'intervention du capitaine britannique Fredrick Lugard en faveur des protestants en 1892 pour donner une issue au conflit : la mission catholique française fut brûlée et l'évêque français dû fuir le pays¹⁴. Cette victoire accorda à la fois une position dominante aux anglicans dans le royaume de Buganda et aux Britanniques dans la colonisation du pays. Comme inscrit dans l'accord de 1900, certaines positions politiques du royaume devaient dès lors être distribuées en fonction de la confession de leur titulaire : le *kabaka*, le premier et le troisième ministre devaient être protestants, le deuxième ministre catholique, et parmi les vingt comtés du royaume dix devaient être administrés par des anglicans, huit par les catholiques et deux par les musulmans¹⁵. Cette logique de répartition des postes politiques selon l'appartenance religieuse s'est maintenue jusqu'à aujourd'hui, de façon plus ou moins formelle.

B. La religion dans les partis politiques à partir de l'indépendance

Dès leur arrivée en Ouganda, les grandes religions furent donc instrumentalisées pour des raisons politiques et eurent en retour des influences sur les développements politiques du pays. Les clivages qui existaient entre les différentes dénominations dans le royaume du Buganda ne disparurent pas avec la colonisation Britanniques, allant au contraire jusqu'à se refléter dans la politique nationale à la veille de l'indépendance et jusque dans le jeune État souverain.

Grâce à leur situation favorable au sein du système politique, la majorité des nouvelles élites du pays était constituée de Baganda qui avaient pris une part déterminante dans la formation des partis politiques. En 1952, l'*Uganda National Congress* (UNC), le premier parti national, était formé par des Baganda protestants. S'il n'avait pas de programme marqué religieusement, il était fortement dominé par l'anglicanisme de ses membres fondateurs¹⁶. Huit ans plus tard, le parti s'unissait avec l'*Uganda People's Union* pour devenir l'*Uganda People's Congress* (UPC) sous la direction de Milton Obote. Une évolution qui priva les Baganda de leur position dominante au sein du parti en intégrant des représentants venant majoritairement du Nord du pays. Le parti conservait néanmoins la réputation d'être un parti favorable aux protestants. Quant aux Baganda catholiques qui se sentaient de plus en plus marginalisés sur la scène politique locale durant cette période, ils fondèrent en 1956 un parti catholique, le *Democratic Party* (DP)¹⁷.

Même après l'indépendance, ces clivages entre les partis restèrent si présents à l'esprit des Ougandais que les noms des partis étaient malicieusement détournés, en « United Protestants of Canterbury » pour l'UPC et « Dini ya Papa » (« Religion du Pape ») pour le DP¹⁸. Des représenta-

¹² A. B. K. Kasozi, op. cit.

¹³ Library of Congress, « A Country Study: Uganda », [En ligne : <http://lcweb2.loc.gov/frd/cs/ugtoc.html>]. Consulté le 21 octobre 2014.

¹⁴ *Ibidem*.

¹⁵ Frederick Burkewood Welbourn, op. cit., p. 6.

¹⁶ *Ibidem*, p. 16.

¹⁷ Frederick Burkewood Welbourn, op. cit.

¹⁸ Ben Jones, « The Church in the Village, the Village in the Church: Pentecostalism in Teso, Uganda », *Cahiers d'Études Africaines*, vol. 45 / 178, janvier 2005, p. 497-517, p. 498.

tions partisans qui perdurent¹⁹, même si elles ont considérablement diminué depuis l'arrivée du *National Resistance Movement* (NRM) au pouvoir en 1986. En effet, ces partis n'occupent aujourd'hui respectivement que 10 sièges pour l'UPC et 12 sièges et le DP, sur les 375 que compte le parlement. Le recul des partis politiques marqués par des affiliations religieuses s'explique en partie par leur marginalisation sous les différents régimes politiques postindépendance. Pendant le règne d'Idi Amin Dada (1971-1979), l'islam reprit une importance politique significative, notamment parce que le président lui-même était musulman. L'Ouganda devint ainsi membre de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) en 1972 et Idi Amin noua des liens avec des pays arabes comme la Libye ou l'Arabie Saoudite pour obtenir des aides financières et militaires ainsi que pour la construction d'une grande mosquée à Kampala²⁰. Ce projet, freiné suite à l'éviction d'Idi Amin du pouvoir en 1979, a finalement été complété en 2006 grâce au généreux financement du « guide » libyen, ce qui lui a valu à Kampala le surnom de « Mosquée Kadhafi ».

À son arrivée au pouvoir en 1986, le NRM marqué par une idéologie socialiste était peu concerné par la religion. Cependant, le parti a dû très vite inclure dans son programme les attentes des leaders religieux afin de mettre en place un système politique inclusif. Un membre du NRM explique :

« When we [the NRM] came into power, we tried to play socialistic ideology and downplaying religion. We almost had trouble. And until we had to embrace them and moderate our beliefs from leftist to rightist policies and ideological policies we were going to run into very big trouble with religious groups that have a lot of influence in the population. So yes, they supported us because they wanted to get rid of the previous regime of Obote, but at the same time they expected us to champion their interests and rights. So to act against religious groups in this country would be suicidal, because they occupy a strong social base among the communities and as such you can not underplay them »²¹.

Le nouveau régime a donc garanti la liberté de religion, ce qu'ont apprécié les leaders religieux qui sortaient d'années de persécution sous les régimes de Milton Obote et d'Idi Amin. Cependant, un autre membre de parlement du NRM a noté lors d'un entretien que la décision de ne pas établir le multipartisme avait entre autre pour motivation d'empêcher les Ougandais de voter selon leur confession et avait donc pour finalité de limiter l'influence de la religion sur les affaires politiques du pays. L'interdiction des partis politiques jusqu'à l'instauration du multipartisme en 2005 a ainsi fortement contribué à élargir l'influence du NRM au détriment des partis traditionnels DP et UPC.

C. Le « East African Revival » et l'émergence du Pentecôtisme

Dans les années 1920 et 1930, le mécontentement de la population à l'égard de l'Église anglicane a donné lieu à l'émergence d'un courant religieux nommé le « East African Revival ». Ce mouvement critiquait le matérialisme de l'Église et ses compromissions avec les cultures traditionnelles, proposant au contraire une interprétation biblique plus conservatrice et évangélique²². Ce mouvement ressemblait aux courants américains du « réveil », même si l'initiative restait africaine, et constitue les origines du pentecôtisme est-africain²³.

Le « East African Revival » était fortement influencé par un prêtre du Buganda, Simeoni Nsibambi et des missionnaires du Rwanda. Cette influence bugandaise se retrouve par exemple dans de nombreux mots en luganda (langage des Baganda), comme dans la terminologie du mouvement (par exemple « Balokole » pour « les gens sauvés ») pour décrire les fidèles du culte²⁴. Partant du Buganda et de l'est du Rwanda, le courant s'est ensuite répandu à travers le Kenya, le Tanganyika et le Soudan dans les années 1940. Notons que contrairement aux autres confessions, le « East African Revival » est demeuré essentiellement apolitique et ne s'est pas joint aux mouvements nationalistes

¹⁹ Même si le biais anglicans est toujours actuel, l'UPC est aujourd'hui plus connu pour représenter les gens du Nord, notamment les Acholis et Langis.

²⁰ Library of Congress, *op. cit.*

²¹ MP II, NRM.

²² Emma Wild-Wood et Kevin Ward, *The East African Revival: History and Legacies*, Ashgate Publishing, Ltd., 2013, 264 p., p. 3.

²³ Emma Wild-Wood et Kevin Ward, *op. cit.*

²⁴ *Ibidem.*

ou ethniques, définissant exclusivement ses activités comme destinées à promouvoir la solidarité religieuse²⁵.

Dans les années 1970, une nouvelle forme charismatique du mouvement s'est établie, ciblant notamment les jeunes et les classes éduquées. Après les nombreuses persécutions subies par Balokole sous le règne d'Idi Amin, le mouvement s'est propagé à une plus large échelle à partir des années 1980²⁶. Le caractère apolitique du mouvement lui a conféré une réputation de neutralité pendant la guerre civile au début des années 1980 ce qui a permis à ses disciples « born again » de bénéficier d'une certaine protection vis-à-vis des deux camps rivaux :

« As much of the violence of the civil war was intra-communal, rather than directed towards the government, Pentecostalism, with its relatively radical social attributes (bans on alcohol, polygyny, cigarettes, marrying 'out') meant that one could claim to be an outsider and remain in the village. Getting 'saved' isolated oneself from rebels and government soldiers, and the church recorded significant growth during this period »²⁷.

Contrairement donc à ses homologues anglicans et catholiques, les Balokole ou « Born Agains » (terme apparaissant seulement dans les années 1980 mais aujourd'hui utilisé de manière équivalente), se sont distanciés des affaires politiques considérées comme un « dirty game ». Ce n'est que récemment qu'un changement de paradigme a eu lieu, comme l'illustre la fondation de la *National Fellowship of Born Again Pentecostal Churches* (NFBPC) (voir partie III).

II - L'INFLUENCE DU RELIGIEUX AUJOURD'HUI

Ce résumé historique met en évidence les liens entretenus entre religion et politique dans l'histoire contemporaine ougandaise. Comme cela a été confirmé par plusieurs interlocuteurs au cours de nos entretiens : « Uganda was born out of religious struggle. » Même si les partis associés à des confessions sont en perte de vitesse, le rôle politique de la religion n'a pas disparu. Les acteurs religieux ont en effet continué à jouer un rôle déterminant dans la sphère politique. Cette influence se déploie à plusieurs échelles, dont en premier lieu au niveau local. *Primo*, l'Ouganda étant une société profondément religieuse, les prêtres, pasteurs et imams disposent souvent d'une forte capacité de mobilisation au sein de leur congrégation. *Secundo*, on peut observer une institutionnalisation de cette influence, des leaders religieux s'étant réunis au sein de différents forums dans le but d'unir leur voix et prendre ainsi part aux décisions politiques. *Tertio*, l'influence personnelle directe des plus hauts leaders religieux sur les grandes figures politiques du pays ne doit pas être minimisée. Plus difficiles à mesurer, ces discussions privées ont une influence non négligeable non seulement dans les considérations religieuses mais aussi dans la conduite des affaires du pays.

A. La société ougandaise profondément religieuse

Officiellement, l'Ouganda est un pays laïc et ne reconnaît aucune religion d'État, en dépit de la devise nationale « For God and my Country », qui rencontre une large approbation parmi la population : selon les chiffres du dernier recensement national de 2002, 97,3 % des Ougandais se déclaraient membre d'une des grandes religions monothéistes. Le groupe le plus important est celui des catholiques qui représente 41,9 % de la population, suivi par les anglicans (35,9 %). Les musulmans constituent seulement 12,1 % de la population et les pentecôtistes 4,6 %²⁸. Les autres groupes chrétiens comprennent l'Église Adventiste du Septième Jour, et les catholiques orthodoxes dont le nombre des fidèles est marginal (autour de 1,3 % cumulé). Seul 1 % de la population déclare pratiquer une religion traditionnelle et 0,9 % n'appartenir à aucune religion²⁹. Les résultats du dernier re-

²⁵ *Ibidem*.

²⁶ Ben Jones, *op. cit.*. Alessandro Gusman, « HIV/AIDS, Pentecostal Churches, and the "Joseph Generation" in Uganda », *Africa Today*, vol. 56 / 1, 2009, p. 66-86.

²⁷ Ben Jones, *op. cit.*, p. 502.

²⁸ Uganda Bureau of Statistics, « 2002 Uganda Population and Housing Census Main Report », Kampala, Uganda Bureau of Statistics, 2005.

²⁹ *Ibidem*.

censement de 2014 ne sont pas encore publiés mais ils laissent présager une croissance significative des groupes pentecôtistes. D'un côté, les Églises pentecôtistes ont elles-mêmes constaté une forte augmentation du nombre de leurs fidèles et, de l'autre, l'appartenance aux « Born Agains » étant mieux assumée et acceptée par la société, il ne serait pas étonnant que davantage d'Ougandais déclarent désormais le pentecôtisme comme leur foi principale. D'une manière générale, ces chiffres montrent une forte identification avec les différentes confessions. La ferveur avec laquelle la foi est pratiquée varie bien entendu selon les individus. Il n'en reste pas moins que le religieux se retrouve dans tous les aspects quotidiens de la vie des Ougandais, brouillant la frontière entre sphère privée et sphère publique.

La présence de la religion est par exemple visible dans l'espace public. On la retrouve dans les nombreux dictons collés et affichés sur les minibus (les « taxis », comme ils sont généralement appelés dans la capitale ougandaise), demandant l'aide de Dieu ou rappelant son omniprésence : « Masha Allah », « Inch' Allah », « God is Good » etc. Les politiciens, pendant les campagnes électorales, n'hésitent pas à mettre des passages de la Bible sur leurs affiches ou à se référer à Dieu en s'adressant à leur circonscription. Il est d'ailleurs essentiel pour les candidats d'être en bons termes avec les leaders religieux, ce qui a été souligné par tous les membres du parlement que nous avons interviewés : en ignorant la religion, un candidat est, selon beaucoup, quasiment certain de perdre les élections. Un représentant du NRM résume ainsi la situation : « Even me, as a MP, I must have fathers, I must have Imams; you can not win ». Un employé de l'*Inter-Religious Council of Uganda* (IRCU) confirme cette observation : pour lui, tous les politiciens présentant leur candidature aux élections se doivent de débiter leur campagne dans les églises et les mosquées.

Une autre manifestation de la religion dans l'espace public se donne à voir par la présence de pasteurs missionnant sur les grands carrefours de Kampala (comme à Wandegeya), interprétant les textes religieux et donnant des leçons de morale aux passants. La réaction de ces derniers varie selon les cas, mais d'après nos observations, ils suscitent de l'approbation à la moquerie, rares étant les passants s'arrêtant pour écouter activement leurs sermons, si ce n'est ceux qui sont bloqués dans les embouteillages. Les rassemblements publics également sont souvent marqués par des temps de prière : il nous est arrivé plusieurs fois au cours de notre enquête de participer à des débats publics autour des questions politiques et, par deux fois, les intervenants ont proposé de conclure le meeting par une prière à laquelle tout le monde participa. Dans le monde du travail aussi la religion est présente : au supermarché Nakumatt par exemple, dans le grand centre commercial d'« Acacia Mall », l'équipe se réunit chaque matin avant l'ouverture pour recevoir les directives de la journée avant de conclure la réunion par un chant et une prière collectifs. Enfin, le seul Ougandais se déclarant athée que nous avons rencontré nous a parlé de l'impossibilité qu'il a eu de se faire enregistrer en tant qu'athée en demandant un passeport. Il aurait été contraint d'indiquer sa religion de naissance afin que la responsable accepte de transmettre son formulaire.

Cette pénétration du religieux dans les sphères publiques et professionnelles ne sont pas spécifiques à l'Ouganda et se retrouvent dans de nombreux pays africains et non-africains. Elle n'en démontre pas moins l'acceptation d'une forte présence religieuse dans et par la société ougandaise. Les leaders religieux jouissent ainsi d'un grand respect dans le pays – souvent plus important que celui accordé aux politiciens – et leur rôle dans les affaires politiques ne suscite pas ou peu de critique.

Les leaders religieux ont par ailleurs un grand pouvoir de mobilisation politique à l'échelle locale qui se manifeste de différentes façons. Tout d'abord, les politiciens prennent en compte le facteur religieux pendant leur campagne électorale, comme nous avons déjà mentionné. Cette importance a été unanimement soulignée par tous les membres du Parlement ainsi que par les employés des institutions religieuses que nous avons rencontrés. Une députée, élue sans étiquette, décrit de la façon suivante cette influence de la religion :

« So you find that all the time when we are going to campaign, going for / to look for people in those places of worship is among the political strategies. So I think that makes them know that we can not work without them because they have the people, they have the platform. [] Because we all know we need them, we usually tow their line. Because we know the kind of damage they can make in the campaigns »³⁰.

³⁰ MP IV, sans étiquette

Les acteurs politiques se trouvent contraints de passer par l'intermédiaire des leaders religieux pour mobiliser la communauté et réaliser leurs ambitions politiques. C'est par exemple le cas lors des périodes de sensibilisation à la participation au recensement national, pour l'enregistrement des cartes d'identité nationale ou pour des programmes de vaccination. Un pasteur pentecôtiste déclarait en ce sens : « They realized, if you are going to be effective in policy implementation you have to deal with the Churches or religious leaders »³¹.

Les Églises jouent donc un rôle majeur dans les politiques menées à l'échelle locale, comme le confirme une étude menée par Ben Jones sur l'influence des pentecôtistes dans la région de Teso³². Cet auteur note en outre que la compétition pour le pouvoir d'État se jouant à cette échelle, il est plus aisé pour les représentants religieux d'obtenir des positions politiques. Jones explique comment les disciples d'une Église pentecôtiste parviennent à obtenir des postes politiques importants grâce en usant de leur appartenance confessionnelle, mais aussi comment l'Église est utilisée dans la juridiction locale afin de résoudre des conflits hors des tribunaux étatiques. Pour Jones, les Églises représentent des acteurs essentiels et trop souvent négligés dans les études de politique au niveau local³³.

B. L'institutionnalisation de l'influence religieuse

La quasi-totalité des interlocuteurs rencontrés estime que l'emprise du religieux sur la scène politique est croissante. L'institutionnalisation des organismes religieux (visant à mieux se faire entendre dans l'espace public) et leur coopération accrue avec les acteurs politiques depuis le début des années 2000 expliquent en partie ce phénomène.

L'Uganda Joint Christian Council (UJCC)

Si la plupart de ces organisations ont été créées à partir du début du millénaire, la plus ancienne remonte aux années 1960. L'*Uganda Joint Christian Council* (UJCC) est l'organisme le plus ancien, le mieux ancré sur la scène politique et le plus important parmi les institutions à orientation religieuse. Après des années d'hostilité et au lendemain de l'indépendance en 1962, les archevêques des Églises catholique, anglicane et orthodoxe se réunirent en vue de clarifier le rôle à jouer pour les Églises dans le pays indépendant et fondèrent l'UJCC en 1963. De leur point de vue, l'ingérence dans les affaires politiques n'est pas contradictoire avec leur engagement chrétien. Dans une lettre ouverte que les archevêques adressèrent au gouvernement au moment de l'indépendance, ceux-ci rappelaient leurs obligations réciproques :

« Christianity encourages Government to use its power fully to the best advantage of its people. It will bring security and unity to the country. [...] On the contrary, Jesus teaches us to give to Government our loyal support and service and to give to God what is due to Him. Government must also teach its citizens their responsibilities, both to their country as a whole and to their fellow citizens »³⁴.

Aujourd'hui, le conseil représente une plate-forme commune à ces trois Églises afin de « *articulate and address issues of common concern including : democracy, good governance, peace building, conflict transformation, health, education, social and economic justice among others* »³⁵. Même si les grandes Églises ont encore leurs propres bureaux, comme la liaison parlementaire de la conférence épiscopale de l'Ouganda (Uganda Episcopal Conference, UEC), leur influence se joue principalement à travers l'UJCC, qui permet l'expression d'une voix forte et unie. Le responsable du bureau à l'UEC souligne l'importance du Conseil :

³¹ Secrétaire Général, NFBPC

³² Ben Jones, *op. cit.*

³³ *Ibidem.*

³⁴ « How Anglican, Catholic Bishops Advised the Government of Uganda at Independence », Sunday Vision, 14.10.2012

³⁵ UJCC (2013) : Uganda Joint Christian Council, brochure d'information

« So, what I am trying to bring at your notice, is that we engage at the level of UEC through that parliamentary liaison program and the Bishops' advocacy committee but it does not stop at this because we found it more powerful and more beneficial if we engage with a bigger part of Churches through this joint forum of Uganda Joint Christian Council. And it is through this that we have had a number of milestones because we go as a group, we go as a bigger voice »³⁶.

Concrètement, le Conseil met en œuvre des projets de développement et fournit des services sociaux au niveau local à travers des programmes d'éducation, de lutte contre le VIH/Sida, pour la « justice et la réconciliation », ou dans le travail avec des jeunes, des femmes, ou des personnes handicapées³⁷.

Le travail de ce Conseil consiste également à participer au processus législatif: il publie par exemple des communiqués de presse via son organe en charge de la communication (*Joint Communication*) relative aux affaires politiques, aux projets de loi ou aux actions du gouvernement. Il tient également des réunions ou *workshops* avec les membres du Parlement ou des comités parlementaires pour intensifier la collaboration sur des questions considérées importantes par les Églises. Dans ce contexte, un *Memorandum of Understanding* a été signé en 2012 entre l'UJCC et le Parlement « *to institutionalize and strengthen collaboration between Civil Society and Parliament to increase participation and visibility of Civil Society in policy making process and enhance understand of the CSO work by the policy makers* »³⁸. Après plusieurs mois d'inactivité, un atelier a finalement eu lieu en mars 2013 afin de renouveler ces engagements, l'UJCC collaborant avec les membres du parlement sur différents projets de loi – au sujet notamment de la peine de mort, du *Marriage and Divorce bill*, du *Peace policy and Domestic Bill* ou du *Biosafety and Biotechnology Bill*.

Au-delà de lobbying lors des processus législatifs, les Églises s'attribuent plus largement le rôle de gardiennes de leurs convictions basées sur les écritures bibliques³⁹ :

« The actions and voices of the Church have undoubtedly been loud and clear to many leaders and ordinary citizens on issues of corruption, land, poverty, illegal possession of small arms and light weapons, human murder (sacrifice), environmental degradation, election malpractices, poor education and health services, violent conflicts, human rights abuses, intolerance and peaceful co-existence among others. As Church leaders, we reiterate our commitment to the role of a watchman (Ezekiel 33: 1-9) »⁴⁰. LL UJCC a ainsi été très impliqué dans l'observation des élections nationales de 2011, ce qui n'a d'ailleurs pas toujours facilité ses relations avec le gouvernement. Le secrétaire exécutif de l'organisation, Silvester Arinaitwe demande au parlement d'accepter les critiques du Conseil :

« We would like Parliament to appreciate that advocacy involves dealing with conflicting positions. It is therefore inevitable that we may from time to time find ourselves taking divergent positions. This is what democracy is all about. Therefore, differences of opinion which can be narrowed or even eliminated through dialogue should be viewed positively by all the parties »⁴¹. Le Conseil court également le risque d'être perçu par le gouvernement comme le fer de lance de l'opposition. En dénonçant des problèmes de corruption ou de violence, le Conseil est régulièrement accusé de dépasser ses prérogatives et s'est vu retirer certains de ses privilèges⁴², ce que confirme Le conseiller légal de la conférence épiscopale de l'Ouganda :

« The major challenge is that in many cases the Church has been looked at as sympathizing with the opposition, members of the opposition. And this sometimes affects its ability to influence. Because sometimes members of the opposition tend to pick on issues the Church has talked about. Because there are always issues of bad governance, issues of violation human rights, issues of poor service delivery. » Il conclut : « [The relationship between Church and government] is fair. It is fair. I can't say it is the best, but it is fair »⁴³.

Malgré ces limites, l'UJCC reste pour ses membres le porte-voix le plus important des intérêts des Églises et, selon eux, son importance a été peu affectée par l'émergence d'un organisme similaire, l'*Inter-Religious Council of Uganda* (IRCU).

³⁶ Employé UEC

³⁷ C'est à cause de ces programmes que l'UJCC est à 90 % financé par les bailleurs de fond internationales

³⁸ UJCC (2013) : Parliamentary Bulletin January-April 2013, N°35, p.1ff

³⁹ UJCC (2011) : Strategic Plan 2012-2017

⁴⁰ *Ibidem*.

⁴¹ UJCC (2013) : Parliamentary Bulletin January-April 2013, N°35, p.5

⁴² Malheureusement le représentant de l'UJCC a refusé d'élaborer plus sur ces événements passés.

⁴³ Employé UEC.

L'Inter-Religious Council of Uganda (IRCU)

L'IRCU a été fondé en 2001 dans le même objectif que l'UJCC : résoudre les conflits entre les différentes religions. Il est constitué de cinq groupes : *the Church of Uganda* (l'Eglise anglicane), les catholiques, les musulmans, les orthodoxes et les adventistes du Septième Jour. Mais, s'il inclut les mêmes membres que l'UJCC et couvre à peu près les mêmes champs d'action, il n'a ni remplacé ni élargi le mandat de ce dernier si bien que les deux organismes coexistent aujourd'hui. Ceci s'explique notamment par la plus grande cohérence des groupes chrétiens traditionnels entre eux qu'avec les musulmans ou les adventistes. Toujours est-il que l'IRCU a su s'implanter dès sa fondation comme un acteur important sur la scène politique : comme l'UJCC, il met en œuvre des programmes de développement, et favorise une politique de dialogue avec le Parlement. Un des moments forts en ce domaine est le *National Prayer Breakfast*. Au cours de ce petit-déjeuner, qui a lieu chaque année après les vacances parlementaires, les représentants politiques et religieux se rencontrent et débattent. Ce forum est un lieu de lobbying important, comme le confirme un employé de l'IRCU :

« We lobby during that meeting. We say: 'I think there is a problem here. Little resources are being put in agriculture. It is employing a greater part of our society. So when the budget process begins, please, as religious leaders in this country, this is what we want to see' »⁴⁴.

En priant ensemble à l'issue du petit-déjeuner, les leaders religieux entendent rappeler l'engagement des membres du parlement vis-à-vis de Dieu, afin qu'ils prennent leur décision au regard de leur conscience religieuse.

On trouve à la tête de l'organisation le *Council of Presidents (COP)*, composé des cinq principaux leaders religieux du pays : les archevêques, le grand mufti et le surveillant général des adventistes. Ceux-ci supervisent le travail quotidien du Conseil et la mise en œuvre de ses politiques. Une grande partie du lobbying à l'échelle nationale est menée à travers ce COP. Les avis de l'IRCU sont de poids lors des débats parlementaires, comme l'ont souligné l'un de ses employés interviewé, mais aussi plusieurs membres du Parlement. D'une manière générale, des efforts sont faits pour respecter le point de vue émis par le COP. L'IRCU s'est par exemple très ouvertement prononcé en faveur du projet de loi contre l'homosexualité, la loi sur l'exploitation du pétrole ou pour la réouverture des médias suspendus au cours de l'agitation politique autour de l'affaire de Général Sejusa⁴⁵. Mais, comme l'UJCC, l'IRCU court le risque d'être assimilée à l'opposition s'il critiquait trop ouvertement le gouvernement. Par conséquent, ses leaders s'abstiennent d'émettre un avis sur certaines questions par peur de franchir la ligne rouge.

Le conseil est néanmoins très actif et publie régulièrement ses points de vue. En amont des élections de 2011, l'IRCU a par exemple publié de nombreuses préconisations afin que les élections se déroulent de manière pacifique et que les injustices observées lors du processus électoral soient prises en compte après les élections - ses membres considèrent leur contribution comme une des raisons principales du déroulement relativement pacifique des élections⁴⁶.

Le COP s'adresse également directement à la nation en publiant ses conseils sous forme de communiqués, comme lors des célébrations du cinquantenaire de l'indépendance en 2012 avec sa publication intitulée *Building the Uganda We Want. The Role of Faith Communities*, distribuée dans tout le pays et traduit en plusieurs langues. Le rôle des leaders religieux en tant que gardiens de la nation est ainsi mentionné dans ce pamphlet de l'IRCU :

⁴⁴ Employé IRCU.

⁴⁵ Général Sejusa a rendu des documents publics, indiquant que tous ceux qui ne seront pas en accord avec le projet de garder le pouvoir dans les mains de la famille Museveni seront assassinés. Aujourd'hui Sejusa vit en exil à Londres.

⁴⁶ IRCU (2011) : Report on the Work of the National Task Force for Peace and Conflict Transformation during the Electoral Process, 2011.

« We are called to be watchmen and women over our nation and its wealth, to warn our fellow citizens and our leaders about the consequences of choices, laws and actions that don't honor God, and the benefit of loyalty to God the Creator »⁴⁷.

Leurs objectifs se rejoignant en de nombreux points, l'IRCU et les Églises pentecôtistes collaborent régulièrement. Cependant, comme au sein de l'UJCC, ses membres nous ont confirmé qu'une intégration des Églises pentecôtistes dans le conseil n'était pas possible pour le moment à cause de la structure décentralisée de ces dernières. Les Églises pentecôtistes disposent pourtant d'un nombre de fidèles plus important que l'Église Orthodoxe ou les Adventistes du Septième Jour et deviennent des acteurs incontournables sur la scène politique.

Des acteurs émergents : les EPC et le National Fellowship of Born Again Pentecostal Churches (NFBPC)

L'une des caractéristiques des EPC est en effet leur organisation non-hiérarchique et peu structurée. Cette organisation lâche se traduit dans la référence au pentecôtisme comme à une foi plutôt qu'à une confession, ou dans leur association sous forme de *fellowships* au lieu d'organisations à part entière. Ceci rend la pratique de la foi très spontanée et peu hiérarchique, ce qui n'est pas sans conséquence : tous ceux qui le souhaitent peuvent fonder une Église pentecôtiste sans aucune formation théologique. Les représentants des *Born Agains* tout autant que les employés de l'UJCC et de l'IRCU évoquent l'existence de ces « brebis galeuses » qui abuseraient de leur position de pasteur. De plus, la structure décentralisée de ces Églises ne leur permet pas de parler d'une seule voix et elles ne disposent pas d'un porte-parole reconnu.

L'influence des pentecôtistes à l'échelle nationale est par conséquent estimée par toutes les parties prenantes comme marginale. En outre, le rapport entre le gouvernement et les EPC n'est pas sans tension : d'un côté, le gouvernement regarde ces Églises, difficilement contrôlables, avec suspicion. En 2000, 530 personnes sont mortes dans un suicide collectif initié par le Movement for *the Restoration of the Ten Commandments of God* (MRTC) dirigé par un ancien prêtre catholique et affilié au pentecôtisme. Suite à cet événement, le préexistant NFBPC commença à gagner de l'importance. De l'autre, les *Born Agains* sont largement restés à l'écart des affaires politiques en raison de leur vécu et de la mauvaise réputation de la politique, vue comme un *dirty game*.

Ce n'est que récemment qu'un changement de paradigme a eu lieu et que ces Églises sont passées d'une préoccupation de l'éternel aux aspects plus concrets de la vie quotidienne. L'évangile de la Prospérité, mise en avant par les EPC, est un exemple : elle promet des bénédictions pour les bonnes actions dès la vie terrestre et non pas uniquement dans un paradis *post mortem*. Aujourd'hui les activités ecclésiastiques essaient d'adresser tous les aspects de la personnalité, dans une approche plus holiste. Sur l'impulsion du NFBPC, ces Eglises ont commencé à viser ce qu'elles appellent les sept sphères d'influence : l'éducation, la gouvernance, les médias, les festivités, la santé, la religion et les arts, en vue d'offrir à leurs fidèles une vie religieuse au-delà de la messe dominicale.

Certaines de ces Eglises pentecôtistes ont tenté de s'institutionnaliser et celles qui ont ainsi réussi à gagner le plus de visibilité sont le *National Fellowship of Born Again Pentecostal Churches* (NFBPC) et la *Born Again Faith Federation* (BAFFE). Parmi tous les entretiens que nous avons réalisés, les responsables des grandes EPC ougandaises ont été les plus difficiles à contacter. Leur affichage médiatique en tant qu'initiateurs de la loi contre l'homosexualité, qui a suscité un grand intérêt dans les pays occidentaux, les a rendus réticents à communiquer avec des étrangers. Il nous a donc été impossible d'obtenir un entretien avec Joseph Sserwadda, initiateur de la BAFFE et très influent auprès du gouvernement. Par conséquent, nous ne parlerons que brièvement de la BAFFE, car son influence ne peut être estimée qu'à travers les remarques de nos interlocuteurs.

La BAFFE est un organisme récent et controversé chapeautant les Églises pentecôtistes. Il a été créé en 2009, dans le but de donner une voix politique aux Églises pentecôtistes. Sa fondation a suscité des critiques parmi les *Born Agains* eux-mêmes : certains ont dénoncé la Fédération comme légitimant le gouvernement en raison des bonnes relations entre le fondateur et le président ougandais ;

⁴⁷ IRCU (2013) : Building the Uganda We Want. The rôle of Faith Communities.

d'autres, comme l'indique le secrétaire général du NFBPC, ont dénoncé le fait que J. Sserwadda s'impose comme leader de cette Fédération sans même avoir consulté les Églises concernées⁴⁸. Il est aujourd'hui difficile d'estimer la portée de la fédération : elle ne dispose pas de site internet officiel et les seules sources concernant l'organisation se réfèrent à des articles datant de 2009, l'année de l'inauguration de la fédération. Certains membres du parlement ont mentionné la BAFFE, mais il s'est aussi avéré que, pour eux, la différence entre la BAFFE et le NFBPC n'était pas très claire.

Le NFBPC a été créé en 1990 à l'initiative d'un membre du Parlement décédé depuis, M. Balaki Kirya. B. Kirya était alors le seul ministre pentecôtiste du gouvernement et souhaitait que les fidèles *Born Agains* se réunissent pour parler d'une seule voix et permettre ainsi un lobbyisme auprès du parlement.

« As a strategy to enable him to lobby effectively for the Pentecostal movement before his government colleagues and stakeholders who generally regarded Pentecostals to be a bunch of uncoordinated, unprincipled and insignificant minority which should not be taken seriously, Hon. Kirya invited 300 Pentecostal church leaders to Kampala Pentecostal Church (now Watoto Church) and advised them to form a National Umbrella Fellowship, which would have credibility to present itself to the government and the public as a voice for all Pentecostal churches in the country. The outcome was NFBPC! »⁴⁹

La reconnaissance de l'organisation est restée marginale pendant plus que dix ans en raison de la réticence des grandes Églises pentecôtistes à céder leur capacité d'influence à une structure supérieure. Ce n'est qu'au milieu des années 2000 et après le suicide de masse de Kanungu que les Églises commencèrent à travailler de concert. Aujourd'hui le *fellowship* rassemble près de 45 000 structures pentecôtistes (l'adhésion est ouverte aux Églises, mais aussi aux organisations para-religieuses ou aux individus), certaines Églises comprenant plus de mille Églises affiliées. Le NFBPC coopère avec d'autres organismes pentecôtistes, comme l'*Evangelical Fellowship* ou l'*Uganda Jubilate Network* ou la BAFFE.

Ces structures sont encore très récentes et leur influence sur la scène politique est peu établie. Ce n'est que l'an dernier que la décision a été prise, suite au changement de paradigme et la décision de se consacrer également à des questions séculaires, de transformer l'association lâche en une organisation fonctionnelle. Le *fellowship* est en train d'établir un secrétariat national employant du personnel à temps plein - l'organisation fonctionne actuellement principalement grâce à l'engagement des pasteurs bénévoles. Contrairement à l'IRCU et à l'UJCC, qui dépendent beaucoup des financements des bailleurs de fond pour la mise en œuvre de leurs programmes, le NFBPC est uniquement financé par les contributions de ses membres (environ 15 € par an par personne). La structure commence d'ailleurs à s'établir sur la scène nationale : elle était présente au dernier Petit-déjeuner Parlementaire et invitée à participer à l'assemblée consultative de l'IRCU – sa coopération avec l'IRCU est notable, les organisations ayant par exemple travaillé ensemble sur certains communiqués de presse.

Ces tendances récentes laissent penser que l'influence des Églises pentecôtistes ira croissante durant les années à venir. À l'heure actuelle, cette influence passe principalement par les fidèles occupant des positions clés au sein de l'État. Le secrétaire général du NFBPC le constatait lui-même :

« They are all over. There are ministers who are born again, there are parliamentarians who are born again, there are judges who are born again and there are lawyers who are born again. So they can influence it from all levels »⁵⁰.

Un autre pilier de cette influence repose sur les pasteurs des très grandes Églises pentecôtistes de Kampala : Martin Ssempe, Joseph Sserwadda ou Peter Kayanja sont les pasteurs le plus souvent mentionnés par nos interlocuteurs. Leurs Églises touchent des milliers de croyants et certains affirment qu'ils entretiennent des liens directs avec le président.

Des pasteurs pentecôtistes interviewés tirent la même conclusion : parce que la représentation ins-

⁴⁸ Maseruka, Josephine: Born-again churches reject federation, New Vision, 22/03/2009 <http://www.newvision.co.ug/D/8/13/675487>

⁴⁹ NFBPC (2014) : The National Fellowship of Born Again Pentecostal Churches – Uganda, brochure d'information
⁵⁰ Secrétaire Général, NFBPC

titutionnelle des Églises pentecôtistes n'est achevée qu'à « 60 % » selon eux, une grande partie du soutien pour la cause évangélique viendrait de hauts fonctionnaires et de membres du gouvernement. Des exemples fréquemment cités incluent la première Dame et ministre de la Région de Karamajong, Janet Museveni, mais aussi l'ancien ministre des Finances et le commissaire général de l'*Uganda Revenue Authority* (URA), Allen Kagina. La fille du président Museveni elle-même est un pasteur pentecôtiste.

« That's why you see, when the Born Again Church comes up and tells the president: 'This is happening' you know, he doesn't waste time, he will come in, because all around him is that influence, you know »⁵¹.

On retrouve de telles ambitions politiques chez les musulmans qui, même s'ils sont bien établis au sein de l'IRCU, exercent une influence plus faible que les Églises chrétiennes traditionnelles. Toujours est-il que les musulmans disposent de leur propre bureau central, l'*Uganda Muslim Supreme Council* (UMSC) établi en 1972, et discutent aujourd'hui de l'établissement d'un département politique destiné à traiter toutes les questions liées aux affaires politiques. Leurs actions de lobbying, en dehors des engagements avec l'IRCU, se déroulent principalement à travers le secrétaire général de l'organisation, le grand mufti d'Ouganda et, à nouveau, par des musulmans disposant de positions politiques élevées :

« We are less in numbers, but I am sure - we have positions, we have very, very big positions and I don't complain. [] For example, if you look what, electoral commission in Uganda that is a very big institution. It is chaired by a Muslim. Nobody can't deny that. We have ministers [citant l'ancien ministre des finances et du juridique]. Let us accept that we are the minority because we are few, compared to the population. And don't expect to be few, where the democracy is being built, and expect to appear everywhere. It will reflect that you are being favored »⁵².

Si toutes les confessions comptent sur le soutien de leurs fidèles placés au sein de l'appareil d'Etat, les pentecôtistes et les musulmans, numériquement minoritaires et plus faiblement institutionnalisés, sont ceux qui mettent le plus en avant le rôle de leurs fidèles dans les institutions étatiques.

C. Les « poches personnelles » d'influence

Dans sa thèse analysant la restauration de l'ordre politique en Ouganda sous le régime de Museveni, Sandrine Perrot souligne l'importance de la négociation permanente entre les acteurs étatiques et non-étatiques, déterminante pour la stabilité de l'ordre politique⁵³. Après son arrivée au pouvoir, le NRM a maintenu cette politique en vue d'intégrer dans son système de gouvernement d'autres fractions rebelles et des membres éminents de la société civile. La perte progressive de légitimité du régime, en raison notamment d'une large corruption, a accentué cette tendance en contraignant le président à inclure davantage de factions dans son système de patronage. L'*International Crisis Group* constate dans son analyse de l'Etat :

« Museveni's growing reliance on patronage responds to the ethnic, regional and religious division every prior regime has faced but is compounded by the decline in rule of law and rise in official corruption »⁵⁴.

Il n'est donc pas surprenant que les leaders religieux fassent parti de ce calcul et soient bien intégrés dans le réseau clientéliste de Président Yoweri Museveni. Outre leur institutionnalisation, les contacts avec le président, les hauts fonctionnaires, et la bonne entente sont également cruciales et bien reconnues par les acteurs politiques et religieux. Ils se manifestent principalement à travers trois aspects, mentionnés de façon récurrente par nos interlocuteurs : la répartition des positions politiques selon l'appartenance religieuse, les cadeaux faits aux leaders religieux et les audiences privées accordées par le président aux acteurs religieux. Ce qui est frappant dans les trois cas, c'est la

⁵¹ Pasteur II, Born Again

⁵² Secrétaire Général, UMSC

⁵³ Sandrine Perrot, *Le processus de reconstruction d'un ordre politique dans l'Ouganda de Y. Museveni (1986-2001) : de la réversibilité du chaos ?*, Thèse doctorat, [s.n.], 2003, 509 p., p. 22.

⁵⁴ International Crisis Group, « Uganda: No Resolution to Growing Tensions - International Crisis Group », 2012, (« Africa Report »), p. 9.

grande légitimité avec laquelle ces leaders religieux sont considérés.

Il n'est un secret pour personne que certains postes politiques soient distribués selon l'appartenance religieuse en Ouganda. Depuis son arrivée au pouvoir en 1986, le président pris soin d'entretenir un équilibre confessionnel jusque dans le cabinet des ministres.

« The President had been forced now, when he is appointing cabinet, to make sure that he balances these interests »⁵⁵.

L'exemple le plus fréquemment cité concerne le poste de vice-président : un Catholique était toujours reconduit à ce poste, le président étant lui-même protestant. Au sein du gouvernement, un membre du parlement (membre fondateur de l'*Uganda Patriotic Movement* (UPM), le prédécesseur du NRM) ayant participé à la lutte, mais rejoignant le *Forum for Democratic Change* (FDC) suite au schisme du NRM, explique ainsi l'équilibrage de représentations religieuses : il fut contraint d'accepter la position de sous-secrétaire d'État, alors qu'il était davantage qualifié que le ministre choisi, ce poste devant être attribué à un Musulman. Une logique d'équilibrage confirmée par les autres politiciens rencontrés :

« So it is not as simple as you put it: people aren't just there, watching the state doing their work. Those people in religious denominations would like to see representation of politicians, who can articulate their interests in the form of what I've said, other than just fundamental freedoms, but also in the sharing of the national cake, so to say »⁵⁶.

Les entretiens réalisés auprès des interlocuteurs pentecôtistes et musulmans mentionnés ci-dessus montrent aussi à quel point la représentation au sein des hautes sphères politiques est convoitée par les différents groupes confessionnels. En l'absence de formes d'influence plus institutionnalisées, de telles positions personnelles à l'intérieur du système permettent en effet d'accéder au pouvoir et aux ressources d'État, mais sont beaucoup plus difficiles à mesurer.

Un deuxième aspect, souvent évoqué lors des entretiens, est relatif aux dons et cadeaux effectués par le président aux leaders religieux. Ces pratiques sont aujourd'hui symbolisées par les voitures que le président donne aux évêques lors de leur intronisation. Ces pratiques sont vivement critiquées par les membres de l'opposition, non pas parce que l'État finance des activités religieuses, mais plutôt en raison du contrôle personnel du budget par le président - ces fonds faisant partie du budget du *State House*, une partie est consacrée à des donations présidentielles⁵⁷.

« But for us in Parliament we are saying: why don't we say we have three main major religions: Catholics, Protestants, and Islam. Why can't we put a vote, a line in the budget, that every after five years the head of the Church, the Bishop, should have a car. Why should you, you as a President, go as an individual, right? Because you want their votes, the Catholics, you want their votes, you the Protestants, why don't we put the line in the budget? And say, say, 3 billion should buy ten cars, every year and these cars can go to religious heads. Yes »⁵⁸.

Selon un représentant religieux, ces cadeaux ne compromettent pas l'objectivité des leaders, puisque tout le monde en reçoit. Mais l'exemple de la dénonciation de la corruption peut être vu comme une contre-évidence : en 2009, les archevêques d'Ouganda ont diffusé un communiqué de presse *via* l'UJCC dénonçant l'état de la corruption dans le pays, faisant appel aux leaders religieux afin d'exposer les personnalités corrompues selon le principe de *name and shame*⁵⁹. Récemment une lettre ouverte fut publiée en réponse à ces évêques, critiquant leur inertie dans la lutte contre la

⁵⁵ MP II, NRM

⁵⁶ MP II, NRM. Ce même député déclarait que le parlement s'était vu refuser des nominations faites au sein des commissions sous prétexte que certaines religions n'étaient pas représentées. Mais il confirme également que d'autres types d'appartenances jouent un rôle déterminant dans la nomination des ministres, comme la région d'origine, l'ethnicité et le sexe.

⁵⁷ Selon MP III, FDC, il s'agit d'à peu près 25 millions Euros, mais ce chiffre n'est pas confirmé par d'autres sources.

⁵⁸ MP III, FDC.

⁵⁹ UJCC (2009) : A Statement on the Evils of Corruption in Uganda

corruption et l'ignorance sur laquelle étaient basées leurs demandes⁶⁰. Interrogée sur l'absence de réaction des évêques à la corruption, une députée répond :

« You know, religious leaders are usually cautious of judging people. They believe in forgiveness. So, I believe they might have seen it as a very hard decision to implement, OR, maybe they did not want to part away with the monies. Because these people contribute largely to these church activities and some may also look at that angle and say: 'But if we blacklist so and so, then who will support the church because the church also needs to grow?' »⁶¹

Apparaît ici une limite à l'influence des leaders religieux : par peur de perdre certains de leurs privilèges, ils choisissent le silence plutôt que la critique ouverte. Et plus les leaders religieux occupent des positions élevées, plus cette crainte semble exacerbée : le plus souvent se sont les ministres et les muftis à l'échelle locale qui parlent franchement.

Le troisième canal d'influence des leaders religieux sur le pouvoir se situe dans les tête-à-tête avec le président lui-même. Le secrétaire général de l'UMSC souligne ainsi la facilité avec laquelle lui-même et les autres leaders religieux obtiennent audiences privées avec le président, ce que confirme un employé de l'IRCU :

« Now, as you know, faith groups don't go to the streets to demonstrate, when things go wrong. They seek audience with the President. And often, he has allowed. And they tell him, the Council Presidents go to state house and tell him: 'Look here, I think there is a problem. Corruption is going beyond the edges. Something must be done.' So they also lobby at the very top level »⁶².

Les audiences se font soit en groupe, soit de façon individuelle, même si le président préfère recevoir les leaders un par un. Le *Council of Presidents* de l'IRCU rencontre le président collectivement uniquement lorsque les enjeux sont de haute importance. Cet employé souligne la sensibilité variable du président en fonction des thèmes abordés. Il serait notamment plus réticent à recevoir les leaders pour discuter des questions liées à la gouvernance :

« For example, if there are issues related to governance, he is hazy to meet you. So he will always say : 'Now, what are the issues, why do you want to see me, first send the issues.' And when you are pointing out issues of governance, he will not go. He will keep postponing »⁶³.

C'est ici qu'est atteinte la limite de l'influence des leaders religieux. Autant ils font partie du calcul de l'équilibrage du pouvoir dans le système, autant l'élite politique réagit fermement quand il s'agit de remettre en cause les privilèges dont elle jouit. Nous revenons dans une dernière partie sur les limites de ces influences religieuses en appuyant notre démonstration sur certains débats politico-religieux contemporains.

III - DES DÉBATS CONTEMPORAINS IMPLIQUANT LES ORGANISMES RELIGIEUX

Comme nous l'avons déjà mentionné au sujet des acteurs religieux institutionnels, ceux-ci ont réussi à influencer bon nombre de débats contemporains. Mais ils ont également échoué sur d'autres questions. Deux exemples, les plus souvent évoqués pendant les entretiens, mettent bien en évidence l'influence des leaders religieux, mais aussi leurs limites, à savoir : la loi contre l'homosexualité (*Anti-Homosexuality Act 2014, AHA*) et une des deux lois réglementant l'extraction et la production du pétrole (*The Petroleum (Exploration, Development and Production) Act 2013, PA*). Ces deux lois illustrent les deux faces d'une même pièce : la position et la volonté du président de faire des concessions via une politique d'apaisement envers la population et les leaders religieux d'une part, et ses positions fermes si les intérêts de l'élite politique venaient à être touchés d'autre part.

⁶⁰ Batanyenda, Gaetano : Open Letter to the bishops, Daily Monitor, 03/03/2013, accessible en ligne : <http://www.monitor.co.ug/Magazines/PeoplePower/Open-letter-to-bishops/-/689844/1709134/-/2ee58q/-/index.html>

⁶¹ MP IV, sans étiquette

⁶² Employé IRCU

⁶³ Employé IRCU

A. L'« Anti-Homosexuality Act, 2014 »

Cette loi entrée en vigueur en février 2014 a suscité un grand intérêt médiatique dès son introduction au Parlement en 2009. Certes, l'homosexualité est considérée en Ouganda comme un acte criminel pénalement répréhensible depuis la période coloniale. Mais ce projet allait plus loin en introduisant la peine de mort pour des délits d'homosexualité dis « aggravés »⁶⁴. Après des années de discussions et de révisions, la peine capitale est finalement retirée, remplacée par l'emprisonnement à vie dans un projet finalement approuvé par Parlement en décembre 2013. Le président signe la loi en février 2014 en dépit de la pression internationale et notamment des menaces de retrait de l'aide de la part de plusieurs pays (dont la Suède et les États-Unis). En août 2014 la loi est invalidée par la Cour constitutionnelle en raison de l'insuffisance du nombre de députés présents au Parlement le jour du vote⁶⁵.

La présentation médiatique faite du texte a souvent souligné l'influence des églises évangéliques américaines. Marcia Oliver montre notamment dans son analyse de l'actionnisme anti-gay transnational les liens personnels entre des pasteurs influents américains et ougandais. De plus, elle mentionne le gain de popularité des églises pentecôtistes, souvent financées par des organismes venant des États-Unis et leur investissement dans des projets de développement, comme les programmes de prévention du VIH/Sida⁶⁶. Depuis un changement de loi sous le mandat de Président George W. Bush, lui-même évangélique déclaré, permettant de donner de l'aide au développement à des organisations de foi dans le domaine opérationnel, les financements attribués aux Eglises pentecôtistes ont augmenté. Elles ont depuis élaboré des projets en accord avec ces agendas, insistant par exemple sur l'abstinence et la fidélité (le A et B du « A-B-C »⁶⁷) de la prévention du VIH/Sida, au détriment du C).

On note en effet une présence accrue des acteurs évangéliques en Ouganda. Mais la question d'un lien direct entre cette présence, les liens entre des pasteurs pentecôtistes ougandais et américains et la propagation des discriminations des homosexuels est néanmoins sujette à caution. M. Olivier reconnaît que la propagation religieuse se fait sentir dans les logiques locales, teintée de discours propres au pays et modelant la perception de l'homosexualité depuis l'indépendance. Mais comme nous le notions plus haut, la présence des Eglises pentecôtistes bien que croissante reste marginale comparée à l'influence exercée par les Eglises implantées de longue date en Ouganda. Selon les chiffres officiels, les affiliations aux Eglises *born again* se situent entre 4,6 % et 15 % de la population⁶⁸. Aussi, malgré le lobbyisme actuel de ces Eglises, il ne faut pas négliger le rôle joué par des acteurs plus séculaires qui ont poursuivi des agendas propres dans la mise en œuvre de programmes de lutte contre le VIH/Sida⁶⁹ et la promotion des droits de l'Homme.

Ainsi, si on ne peut nier l'existence d'activités fondamentalistes religieuses en provenance des États-Unis, il serait bien réducteur d'y voir le moteur principal de l'*Anti-Homosexuality Act*. Le projet a plutôt trouvé un accueil favorable auprès d'une grande partie de la société et un soutien de toutes les confessions. Les archevêques catholiques et anglicans se sont distancés du projet parce qu'il incluait la peine de morte, contre laquelle l'UJCC lutte en réclamant une réforme du code pénal⁷⁰. Mais de manière générale ils ont apprécié l'effort de l'endiguement de l'homosexualité et le durcissement des peines⁷¹. Il est donc peu surprenant que le lobbyisme principal auprès du gouvernement fut mené par l'IRCU. Dans un communiqué de presse publié peu avant la signature officielle de la loi

⁶⁴ Marcia Oliver, *op. cit.*

⁶⁵ Fredrick Golooba-Mutebi, « Why was Uganda's anti-homosexuality law struck down? », [En ligne : <http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2014/08/why-was-uganda-anti-homosexuali-201481194426136709.html>]. Consulté le 28 octobre 2014.

⁶⁶ Marcia Oliver, *op. cit.*

⁶⁷ Abstain – Be Faithful - Condoms

⁶⁸ Alessandro Gusman, *op. cit.*, p. 81.

⁶⁹ Cf Elise Demange, « *Abstain, Be faithful, use a Condom* ». *Transnational controversies and the politics of HIV policy in Uganda*, Institut d'études politiques de Bordeaux, 2010.

⁷⁰ UJCC, « Facts about Deah Penalty », 2013.

⁷¹ Marcia Oliver, *op. cit.*, p. 87.

par le président, le conseil a félicité ce dernier pour sa décision et apprécié le contenu de la loi⁷². Un soutien ouvert qui a conduit à la suspension de fonds considérables des bailleurs internationaux comme USAIDS et le *Democratic Governance Fund* (DFG). Aujourd'hui le conseil n'emploie plus que 20 personnes, contre 60 quelques mois plus tôt. Une grande partie de ses activités, notamment dans le secteur du VIH/Sida ont ainsi été suspendues⁷³.

Interrogé sur l'influence des Eglises pentecôtistes sur le projet de loi, le secrétaire général de le NFBPC concède quant à lui que des personnages influents pentecôtistes auraient pu jouer un rôle sur l'élaboration de la loi, mais le NFBPC n'a fait aucun communiqué officiel. Dans les perceptions des parlementaires également, les pentecôtistes auraient joué un rôle mineur en comparaison avec d'autres leaders religieux s'étant quant à eux vivement prononcés sur la question. Une grande pression de la part des leaders religieux existait donc. Quant au président, il s'est prononcé en public en faveur de la loi mais en remettant en cause la clause sur la peine de mort. Plusieurs politiciens interrogés pensent d'ailleurs que la loi n'était pas souhaitée par le président, mais qu'il a finalement cédé en la signant. Et tous les membres du Parlement sont unanimes au sujet de la pression exercée par des leaders religieux et la population en faveur de la loi :

« For example, for sure, our President never wanted this bill [AHB]. He never wanted it to become a law. But because of politics, because he wanted just to leave it, after all, in the law. We had colonial law which said sex among the same people is not acceptable. We had it in the law, in our penal court. We shouldn't have gone into it. But because it became a big issue in the country, we had to make a law, to include punishment, to include what, you know, all that. Right? Now, religious people, Catholics came out loud, Protestants came out loud: 'Homosexuality is bad!' So, he had to calm down. We must have a law, right, which must protect our children. So, in other words, still, religion influences decision making in this country. Yes »⁷⁴.

« Like this issue of homosexuality. They [religious denominations] are extremely strong. And they put their foot down. Museveni has come up with an idea that we would relax a bit the law to allow to punish all those who promote, to punish all those who publicize, to punish all those who influence through finances and so on, who fund those networks, to influence youth. But to relax on consenting adults. If I can consent with another adult in my bedroom, what should I be affected by the law. I can assure you he will lose on that. Because even if he twists parliament to pass the law, within the confinement of the four walls of parliament, the public will not take it »⁷⁵.

Une autre députée confirme qu'habituellement, les groupes religieux ont tendance à prendre en compte la position du président, mais que sur cette question ils ont maintenu une position ferme⁷⁶. L'idée selon laquelle le président aurait exprimé une certaine appréhension envers la loi expliquerait que le projet ait été si retardé et finalement invalidé par la Cour constitutionnelle, cette dernière fondant sa décision par des problèmes procéduraux. Il semble que le président, en oscillant entre les intérêts de son électorat et l'insistance des partenaires de coopération internationale occidentaux, ait également subi la pression des groupes religieux.

Cet épisode juridico-politique illustre par conséquent l'influence exercée par la religion sur les affaires politiques, mais aussi de la reprise en main du processus par les institutions politiques. La loi est aujourd'hui suspendue, mais David Bahati a déjà annoncé son intention de faire appel devant la Cour suprême. Le dernier mot n'est donc pas encore prononcé.

B. La « Petrol (Exploration, Development and Production) Act, 2013 »

En 2006, des réserves significatives de pétrole brut étaient découvertes en Ouganda, autour du

⁷² IRCU (2014), Statement by the Council of Presidents of Inter-Religious Council of Uganda and Leaders of other Umbrella Church Organizations on His Excellency the President's Acceptance to Assent to the Anti-Homosexuality Bill 2009.

⁷³ Employé IRCU

⁷⁴ MP III, FDC

⁷⁵ MP II, NRM

⁷⁶ MP IV, sans étiquette

lac Albert. Depuis, la nation est dans un état d'anticipation du début de l'exploration, nourrissant l'espoir que ces ressources soulagent un budget national tendu⁷⁷. La découverte a donné lieu à un débat sur la mise à jour de la loi actuelle sur le pétrole, la *Petroleum (Exploration and Production) Act, 1985*. Mais le projet de loi proposé était sujet à des grandes discussions dans les médias et la société civile ougandaise, critiquant le manque de transparence et la concentration du pouvoir entre les mains du ministre d'Énergie et du Développement minéral. Encore une fois, l'IRCU était le plus prononcé sur le sujet, appelant à une révision du projet et à une diminution des pouvoirs du ministre⁷⁸. Dans le rapport du comité parlementaire traitant la question, les consultations avec l'IRCU étaient mentionnées, au même titre que d'autres acteurs de la société civile⁷⁹. Les membres du Parlement avec lesquels nous nous sommes entretenus se souviennent également des débats au cours desquels l'IRCU était évoqué à plusieurs reprises (six fois) au moment du vote de la loi.

Malgré l'unanimité entre le parlement, la société civile et les leaders religieux, la loi fut finalement votée en conservant la position dominante du ministre. L'employé de l'IRCU résume ainsi le débat :

« The President was bent to having the minister of energy have powers to sign contracts with the oil companies and determinate those contracts. And the country was saying 'No, we can not invest the entire energy and oil sector in one individual. We want a committee, we want a board, we want an oil board which is representative. It should even have religious leaders sitting there on that board. And this board should determine the direction of the oil sector.' But the President said: 'No, because when I appoint you then actually it is not you making the decision, the minister, it is me the President. So when I say, I don't want that company, however good it is, I want this one. And that will be it. Because the Minister is the Alpha and Omega of the law »⁸⁰.

Selon un membre du NRM, le point décisif était la transformation de la question par le président en une problématique d'affrontement entre la NRM et l'opposition, un « We against them », ce qui a rendu difficile pour les membres du groupe parlementaire du NRM de voter contre le président. D'autres sources⁸¹ indiquent que les membres du Parlement auraient reçu des pots-de-vin de 20 millions shillings (soit presque 6 000 €), pour les inciter à voter en faveur de la loi.

La loi est entrée en vigueur en 2013 sans que les inquiétudes prononcées publiquement par certains groupes religieux n'aient été prises en considération. Prêtant en général l'oreille aux leaders religieux, les influences de ceux-ci ont à nouveau rencontré leur limite.

C. Les influences religieuses sur d'autres débats contemporains

Les groupes religieux ont pu faire pression sur d'autres projets de loi avec un certain succès. Ces législations concernent principalement des questions de moralité, comme l'agenda de prévention du VIH/Sida, la loi contre la pornographie (*Anti-Pornography Act 2014*) ou le projet de loi du mariage et du divorce (*Marriage and Divorce Bill*). Ce dernier a par exemple été suspendu suite à l'intervention de leaders religieux musulmans qui ont initié le lobbying avec succès pour que l'islam obéisse à une loi séparée, respectant leurs règles religieuses en maintenant la polygamie⁸². À la suite de quoi des Églises chrétiennes se sont mobilisées à leur tour contre le projet, rejetant d'une part son titre (le terme « divorce » ne devant pas être considéré comme une option), et de d'autre part la remise en cause du modèle familial traditionnel qu'impliquait selon eux le texte. Leur pression conduisit au retrait du projet de loi, en discussion sous diverses formes depuis 1962, sans qu'un consensus ne soit jamais obtenu. Une députée remarque, en parlant de la pression religieuse exercée sur cette loi :

« It affects us greatly in that some times even when you know that something is good for the nation you are forced to retreat, because you do not want a war with religion »⁸³.

⁷⁷ Joel D Barkan, Jennifer G Cooke et Richard Downie, *Uganda: Assessing Risks to Stability*, Washington, DC, Center for Strategic and International Studies, 2011, p. 14.

⁷⁸ IRCU (2012) : Memorandum of Religious Leaders on the Petroleum (Exploration, Development and Production) Bill. Presented before the Natural Resources Committee of Parliament of Uganda, 8. Mai 2012

⁷⁹ Parliamentary Committee on Natural Resources, On the Petroleum (Exploration, Development and Production) Bill, 2012, p.4

⁸⁰ Employé IRCU

⁸¹ Employé IRCU

⁸² Secrétaire Générale, UMSC

⁸³ MP IV, sans étiquette

En revanche, sur les questions de gouvernance, peu de succès a pu être obtenu de la part des leaders religieux. Ces derniers dénoncent régulièrement la corruption dans le pays⁸⁴. Les index de corruption de Transparency International indiquent en effet que l'Ouganda serait descendu d'une dizaine de rangs entre 2012 et 2013, le plaçant à la 140^{ème} place des 177 pays les plus corrompus du monde⁸⁵. Un autre exemple régulièrement cité par nos interlocuteurs concerne Zac Niringiye, ancien évêque adjoint de Kampala. En Ouganda, les leaders religieux, comme les fonctionnaires d'État, doivent demeurer hors de toute implication partisane. Z. Niringiye a donc quitté ses fonctions d'évêque en vue de s'investir dans la lutte contre la corruption, en créant le mouvement *Black Monday*, ses anciennes fonctions ne le protégeant plus contre les agressions de police lors des réunions publiques :

« Being in a collar does not exonerate you. We shall teargas you, we shall cane you, we shall arrest you, we shall retain you »⁸⁶.

Par ailleurs, même si le président prête attention aux avis des leaders religieux, notamment à cause des capacités de mobilisation de ces derniers, la décision ultime de ce qui va être considéré ou non appartient toujours à l'exécutif qui dispose de la liberté d'ignorer la volonté de la majorité. Un pasteur anglican constate ainsi :

« The government is always only on a selfish note. They keep quiet when they see the program the Church is doing is good for them but when they suspect the program is not for them, they will definitely try to fight it. »⁸⁷

Des remarques qui confirment l'évolution d'un régime aux pratiques de plus en plus autoritaires et au pouvoir concentré entre les mains du président au détriment des acteurs de la société civile. Une logique à laquelle n'échappent pas les institutions religieuses.

CONCLUSION

Nous avons montré la place ambiguë occupée par les groupes religieux dans les affaires politiques de l'Ouganda. La pression que peuvent exercer ces leaders est bien réelle et aussi ressentie par les représentants de l'*establishment* politique jusqu'à l'échelle locale. Les députés prennent notamment en considération les opinions émises par ces institutions religieuses afin d'assurer le renouvellement de leur mandat. Dans certaines circonscriptions électorales il serait inenvisageable d'être élu sans appartenir pas à la « bonne » confession. Le président lui-même essaie d'entretenir de bonnes relations avec ces leaders, raison pour laquelle les distributions de postes politiques se font selon diverses considérations, dont l'appartenance religieuse.

De plus, l'influence historique des deux grandes Églises traditionnelles (catholique et anglicane) demeure bien institutionnalisée. Il est donc peu surprenant que les nouveaux acteurs, comme les Églises pentecôtistes, soient encore perçus comme marginalement représentées sur la scène politique. Reste à voir la façon dont cette influence se développera au cours des prochaines années, et si elles parviendront à se réunir au sein d'une confédération, créant ainsi une voix unique qui ne dépendra plus seulement de l'accès de quelques individus à la « maison blanche⁸⁸ ». Cette influence personnelle reste aujourd'hui un levier de pouvoir essentiel dans ce système autoritaire. On peut ici mentionner l'analyse du pentecôtisme proposée par David Maxwell qui compare l'influence des Églises en Zimbabwe avec celles aux États-Unis :

⁸⁴ Cf UJCC, « Annual Report 2009 », 2010 ; IRCU, « The Message of the Council of Presidents of the Inter-Religious Council of Uganda to Political Leaders and People of Uganda. On the 50th Anniversary of the independence of Uganda », August 2012

⁸⁵ <http://www.transparency.org/country#UGA>

⁸⁶ Employé IRCU

⁸⁷ Pasteur III, Anglican, FIL

⁸⁸ À cause de sa couleur et, bien évidemment son homologue américain, la résidence présidentielle à Entebbe est également appelé « maison blanche ».

« [] In Zimbabwe religious and political interactions do take a specifically local form. Given the relative weakness of civil society in Africa, the relative strength of the church (Gifford, 1995, 1998) and the limited size of the dominant elite, Church leaders can exert a direct and personal influence on politicians in a way that the complexities of the American political system would not allow. This personalised politics stands in contrast to the highly organised politicking of the US Christian right »⁸⁹.

Cette analyse s'applique également à l'Ouganda. Tous les leaders religieux ont su sécuriser un tel accès au pouvoir et la présence des Églises est ressentie dans toutes les sphères de la société. Une telle omniprésence religieuse peut aussi expliquer pourquoi l'ingérence suscite très peu, voir aucune critique des acteurs séculaires. Le besoin d'établir une séparation nette entre les religions et les affaires publiques n'est pas exprimé par la société ougandaise. Les Églises se posent en gardiennes de la nation et il serait donc de leur responsabilité de défendre les valeurs religieuses (surtout chrétiennes) qui seraient mises en danger, dans l'intérêt de la population.

Cette dernière attribue en retour une grande légitimité aux leaders religieux (plus qu'aux leaders politiques) perçus comme défenseurs de l'intérêt des petites gens. Mais la séparation entre État et religion redevient claire lorsque les leaders religieux se prononcent contre les intérêts de l'élite politique, faisant émerger des conflits. D'ailleurs, l'intégration des leaders religieux dans les réseaux clientélistes limite de fait la capacité des groupes religieux à critiquer le système trop ouvertement, au risque de remettre en cause leur propre survie politique. C'est précisément ici qu'apparaissent les limites des influences religieuses sur la sphère politique. Les institutions religieuses se trouvent donc principalement en position de mettre en forme un certain discours moral. Leur emprise sur les questions politiques plus concrètes demeure plus limitée, même s'ils peuvent se prononcer ouvertement.

⁸⁹ David Maxwell, « "Catch the Cockerel before Dawn": Pentecostalism and Politics in Post-Colonial Zimbabwe », *Africa: Journal of the International African Institute*, vol. 70 / 2, janvier 2000, p. 249-277, p. 267.

IV - ANNEXE : LISTE DES ENTRETIENS

1. Pasteur I et II, Born Again
2. Employé UJCC
3. Membre de l'association « Humanist Association for Leadership, Equity and Accountability »
4. Militant de l'UPC, ancien ministre
5. Pasteur III, Anglican et member du parti « Forum for Integrity and Leadership »
6. MP I, NRM
7. MP II, NRM
8. MP III, FDC
9. MP IV, sans étiquette
10. Employé IRCU
11. Employé UEC
12. Secrétaire Général UMSC
13. leader religieux traditionnel, spiritualiste au royaume de Buganda
14. Secrétaire Général NFBPC